

Premier exercice de certification

Le bilan par Claude Chêne

Claude Chêne, directeur général de la DG Personnel et administration, analyse l'exercice de certification 2005 et s'explique sur le lancement de celui de 2006. Coup d'envoi de ce nouvel exercice le 5 février.

Pouvez-vous nous rappeler brièvement en quoi consiste la procédure de certification ?

La certification est la procédure instaurée par le nouveau statut pour passer de la catégorie B – ou désormais du groupe de fonctions des Assistants – à la catégorie A, devenue le groupe de fonctions des Administrateurs. Elle se substitue donc aux concours de passage de catégorie.

Il ne s'agit pas simplement d'un changement d'appellation : c'est un vrai changement d'approche. Nous avons tenté un pari audacieux : donner de nouvelles perspectives de carrière à ceux qui ont démontré un réel potentiel dans leur travail de tous les jours et qui ont l'ambition et la volonté d'assumer des fonctions plus exigeantes ; valider les compétences, les « *soft skills* », et non plus exclusivement les connaissances, les « *hard skills* ». C'est une petite révolution pour la Commission.

Pour réussir ce pari, la Commission s'engage au côté de ses fonctionnaires, investit dans son personnel. C'est là l'autre différence que je veux souligner. Les collègues ne sont pas livrés à eux-mêmes dans la préparation d'un concours. Ils sont accompagnés par l'École européenne d'administration (EAS) qui leur dispense, sur leur temps normal de travail, une formation solide axée justement sur ces « *soft skills* » : structurer une argumentation, convaincre un auditoire, synthétiser un problème, etc.

Cette nouvelle approche offre-t-elle pour un recruteur les mêmes garanties qu'un concours ?

Si je voulais grossir le trait, un concours vous donne la garantie que le lauréat maîtrise un domaine, une technique... Est-ce déterminant pour ceux qui ont déjà dix ans d'expérience au sein des Institutions et dont on a pu vérifier, à de nombreuses occasions, le niveau de connaissance ?



Claude Chêne : « on peut être innovant et rigoureux à la fois ».

J.M.L.

La formation mise en place par l'EAS exige un investissement personnel important de la part du fonctionnaire, contrepartie de l'investissement consenti par l'Institution. Le titre de « *certifié* » n'est pas donné gratuitement. J'en veux pour preuve le taux d'échec de 30 % des 116 fonctionnaires de la Commission admis aux examens de fin de formation en 2006. Il s'agit donc d'une formation sérieuse. On peut être innovant et rigoureux à la fois.

Je vais d'ailleurs inviter personnellement les 84 lauréats de cette première promotion pour les féliciter. *Cend* se fera l'écho de cette petite réception dans une prochaine édition.

Quid des collègues qui ont échoué ?

Ces 32 fonctionnaires ont la possibilité de se représenter aux épreuves. Nous envisageons avec l'EAS de mettre en place des modules de rattrapage pour mettre ces collègues en situation de réussir leur nouvelle tentative. Tout cela procède de la même démarche : ne pas laisser les fonctionnaires sans soutien ; leur donner le maximum de chances.

Quel bilan tirez-vous de ce premier exercice de certification ?

Il serait prétentieux de ma part de prétendre

que tout a été parfait : ce ne peut pas être le cas dès le premier exercice alors que la méthode vient de changer radicalement.

S'agissant de la formation, le taux de satisfaction de ceux qu'ils l'ont suivie est très élevé. Un collègue soulignait dans ces mêmes colonnes, il y a deux semaines, combien il avait apprécié le contenu de la formation et la nouvelle approche. Il nous faudra en tirer toutes les leçons, avec l'EAS (dont je salue par ailleurs le travail) et avec les autres Institutions puisqu'il s'agit d'une formation interinstitutionnelle. Je crois savoir qu'il y a un consensus pour renoncer aux modules spécialisés qui restaient focalisés sur l'acquisition de connaissances « *dures* ».

Là où j'aurais souhaité des changements, c'est dans le processus de sélection des fonctionnaires autorisés à suivre le cycle de formation. Pour au moins deux raisons :

→ La mesure du potentiel ne peut pas se faire exclusivement au travers d'une addition de critères quantitatifs. Ce n'est pas un concept qui peut se résumer en une équation mathématique. Il faut prendre en considération des appréciations qualitatives.

→ Nous avons constaté que la quasi-totalité des fonctionnaires sélectionnés étaient des

Suite page 2

RAPIDO
EU/UN

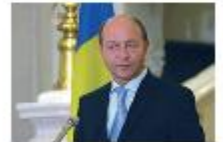
Ban Ki-moon Médiathèque CE

The new President of the EP, Hans-Gert Poettering, met the Secretary-General of the United Nations, Ban Ki-moon, shortly after the Secretary-General's visit to the Commission.

"I very much welcome that the UN Secretary-General has come to visit the EU and the EP so early after taking office. This demonstrates the importance of the EU to the UN."

New
Member States

Georgi Parvanov Médiathèque CE



Traian Băsescu © Médiathèque de la Roumanie

The Presidents of Romania and Bulgaria formally addressed the EP plenary session in Brussels this week with the President of Romania, Traian Băsescu, speaking on Wednesday and the President of Bulgaria, Georgi Parvanov, on Thursday.

Blue planet

8th African Union Summit in Addis Ababa, Ethiopia
Peace initiatives

p.2

Inside Europe

Creating a smoke-free Europe: Commission sets out Green Paper.

p.3

Personally speaking

Burkhard Brügge: environmental responsibility.

p.6

Votre courrier

Hommage à une collègue, Oops, Flags, special education needs, Together Magazine

p.7

Commission en plus

Middle managers
Debureaucratisation

Edito 3
S/S, Sur le terrain, Rapido 4
Expert de la semaine,
Chez nous 5
In & Out, Conférences 6
Freetime, Oops! 8

SUITE PAGE 1

diplômés universitaires. Cela ne reflète pas la réalité de la catégorie B* : vous avez dans ce groupe de nombreux collègues qui n'ont pas eu la chance de suivre des études supérieures et qui ont pourtant le potentiel de devenir Administrateurs. Ce potentiel est reconnu par leur hiérarchie. Pourquoi leur fermer la porte de la certification ?

«Les collègues ne sont pas livrés à eux-mêmes dans la préparation d'un concours».

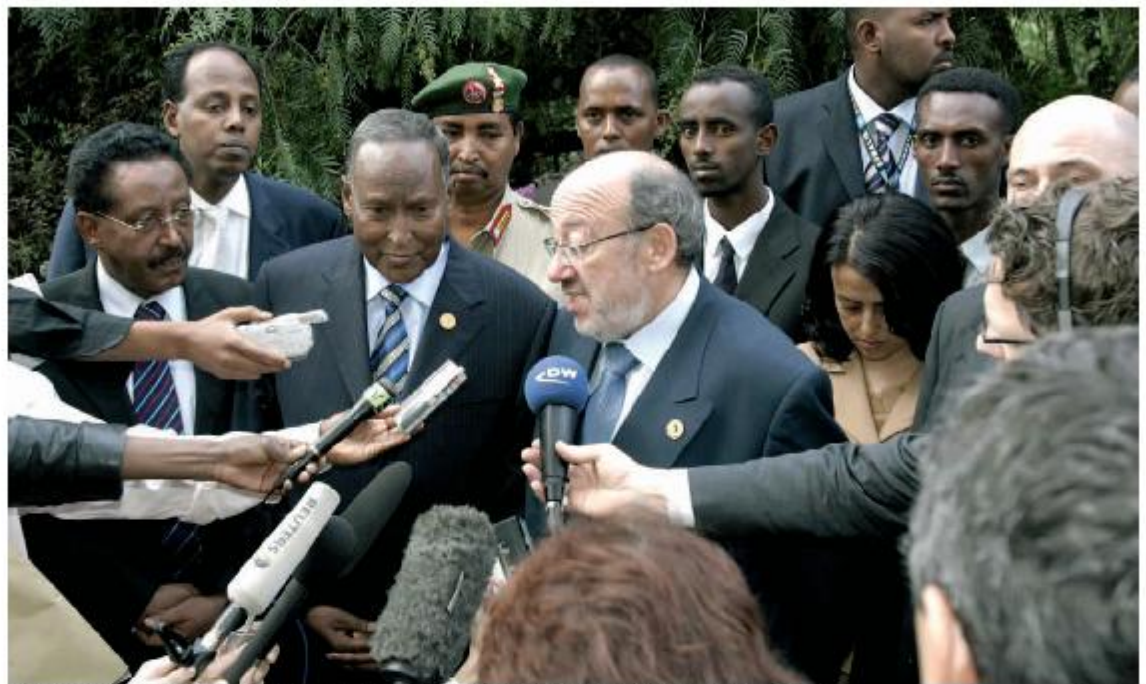
Suite au premier exercice, nous avons donc procédé à cette analyse critique de la procédure de sélection. Un projet de nouvelles dispositions générales d'exécution a fait l'objet d'une consultation interservices et de négociations avec les organisations syndicales professionnelles (OSP). Au terme de plusieurs concertations approfondies qui ont conduit à amender de manière substantielle notre projet initial, la majorité des OSP a marqué son accord sur une nouvelle procédure qui encadrerait l'introduction d'éléments qualitatifs, renforçait considérablement le rôle du comité paritaire et permettait à un nombre significatif de non-universitaires d'être retenus.

Une organisation syndicale a marqué son désaccord et a demandé la tenue d'une nouvelle concertation. Cette demande, en retardant le lancement de l'exercice, nous faisait courir le risque sérieux de mettre en cause la participation des fonctionnaires de la Commission au prochain cycle de formation. Et je ne veux pas prendre ce risque.

Je me vois donc contraint de lancer l'exercice de certification 2006 sur les mêmes bases imparfaites que le premier. Je le regrette car ceci ne répond manifestement pas aux attentes légitimes exprimées par la plupart des collègues concernés.

PROFESSEUR CAROLINE MESCHERL

BLUE PLANET



Louis Michel and Somalia's President Abdullahi Yusuf Ahmed announce, on the margin of the Summit, a new reconciliation conference for peace in Somalia.

© Photos: Belg

8th African Union Summit

Important initiatives for peace in the regions

The 8th Ordinary Session of the Assembly of the African Union was held from 22nd to 30th January in Addis Ababa. All 53 Heads of State and Government of the African Union attended, and the EU was represented by Louis Michel. The Summit itself took place at the United Nations Economic Commission for Africa during the final two days of the Assembly. It should be recalled that the Commission held a joint working session with the African Union Commission in early October last year in Addis Ababa (see *Cont 416* of 6th October 2006).

The themes of the Summit were "science, technology and scientific research for development" and "climate change in Africa". The AU Commissioners responsible made suitable presentations on each topic. These were accompanied by a large exhibition based on practical experiences.

Sudan's President Omar Hassan al-Bashir was again by-passed in his bid to become chairman of the AU because of the conflict in Darfur. He was due to take on the role, but because of fears that the AU's credibility would be damaged if he was elected, and also due to a campaign by Amnesty International and international leaders, Ghana's President John Kufuor was elected. Some 200,000 people have died and more than two million have fled their homes in Darfur since the start of the four-year conflict. In the west of Sudan, Darfur is the size of France, and the situation there

remains very grim.

"Since the beginning of the crisis in 2003, the EU has systematically expressed its deep concern about the appalling security, humanitarian and human rights situation in Darfur", said Louis Michel.

AU Commission head Alpha Oumar Konare said that Sudan had supported the decision to let Ghana head the Union. "By consensus, it is President Kufuor", he said.

The Darfur conflict continued to cause serious problems for the Summit, as did the situation in Somalia. The President of Somalia, Abdullahi Yusuf Ahmed, announced that he was calling a "reconciliation conference" in his country, having endured sixteen years of a civil war. The Commissioner was impressed by this decision to call such a conference – a condition imposed by the EU before releasing 15 million euros for a peace force in Somalia. "This conference can be held within two to three weeks from now", stated Louis Michel.

AU members are expected to ensure that each other's governments adhere to democratic principles and sound economic practice. This Summit was part of that process for this troubled continent.

The "International Year of African Football" was also launched during the Assembly, and marks the 50th anniversary of the Confederation of African Football. The year was declared by the AU Assembly held in January 2006 in Sudan, as proposed by the Government of Ethiopia. In the same declaration, the Heads of State reaffirmed their



AU Commission Chairperson Alpha Oumar Konare announced the creation of a "wise men's group", including two women members, to assure peace in the African Union.

© Photos: Belg



Retiring FIFA President Joseph Blatter present at the Assembly.

commitment to making the 2010 World Cup, to be hosted by South Africa, a truly African event.

© SENASC GOWAN